

Robert Dussey
Conseiller diplomatique du président togolais

MON MÉTIER DE CONSEILLER

On sait peu de choses sur les conseillers de l'ombre ou les éminences grises des dirigeants africains, car ils s'expriment rarement sur leur métier. Robert Dussey, conseiller diplomatique du président togolais, est un homme atypique. Il est pétri d'une culture de la stratégie de gestion de crise pour avoir longtemps travaillé à Sant'Egidio, une véritable institution de médiation (conflits, guerres, etc.) connue pour son art de la négociation. S'il dispense ses conseils au chef de l'État togolais, cela ne l'empêche pas d'écrire pour exposer sa vision du monde et livrer ses analyses. Son ouvrage, *L'Afrique malade de ses hommes politiques*, procède de cette démarche. Il explique sa méthode.

Par Hichem Ben Yaïche (avec la collaboration de Pierre-Yves Castagnac)

Comment le Togo s'est-il construit et comment a-t-il architecturé sa politique sous l'ère de Faure Gnassingbé ?

La politique du président Faure s'est construite en deux phases. Il s'agissait dans un premier temps de résoudre les problèmes politiques afin de permettre au Togo de se réconcilier avec lui-même, et ensuite relancer l'économie togolaise pour sortir les populations de la pauvreté et rassurer les investisseurs et bailleurs de fonds potentiels pour qu'ils investissent au Togo. Ces efforts conjugués avec l'action diplomatique durant le premier mandat (2005-2010) ont permis de normaliser la situation du Togo vis-à-vis de la communauté internationale. Il faut reconnaître que lorsque le Président était arrivé au pouvoir, le Togo était sous sanction de l'Union européenne et les partenaires européens avaient défini 22 engagements dont, notamment, la liberté d'activité des partis politiques et l'organisation d'élections démocratiques. Il a fallu faire des réformes et ces réformes n'ont pas été faciles pour le Président. Heureusement qu'il s'en est sorti et le Togo a repris sa pleine et entière coopération avec l'UE après les élections présidentielles jugées crédibles, transparentes et démocratiques par les observateurs européens déployés à Lomé dans le cadre de la supervision électorale. L'UE contribue aujourd'hui à l'aide budgétaire pour le Togo, ce qui nous permet de dégager des sommes importantes pour financer la santé, l'éducation et les infrastructures routières.

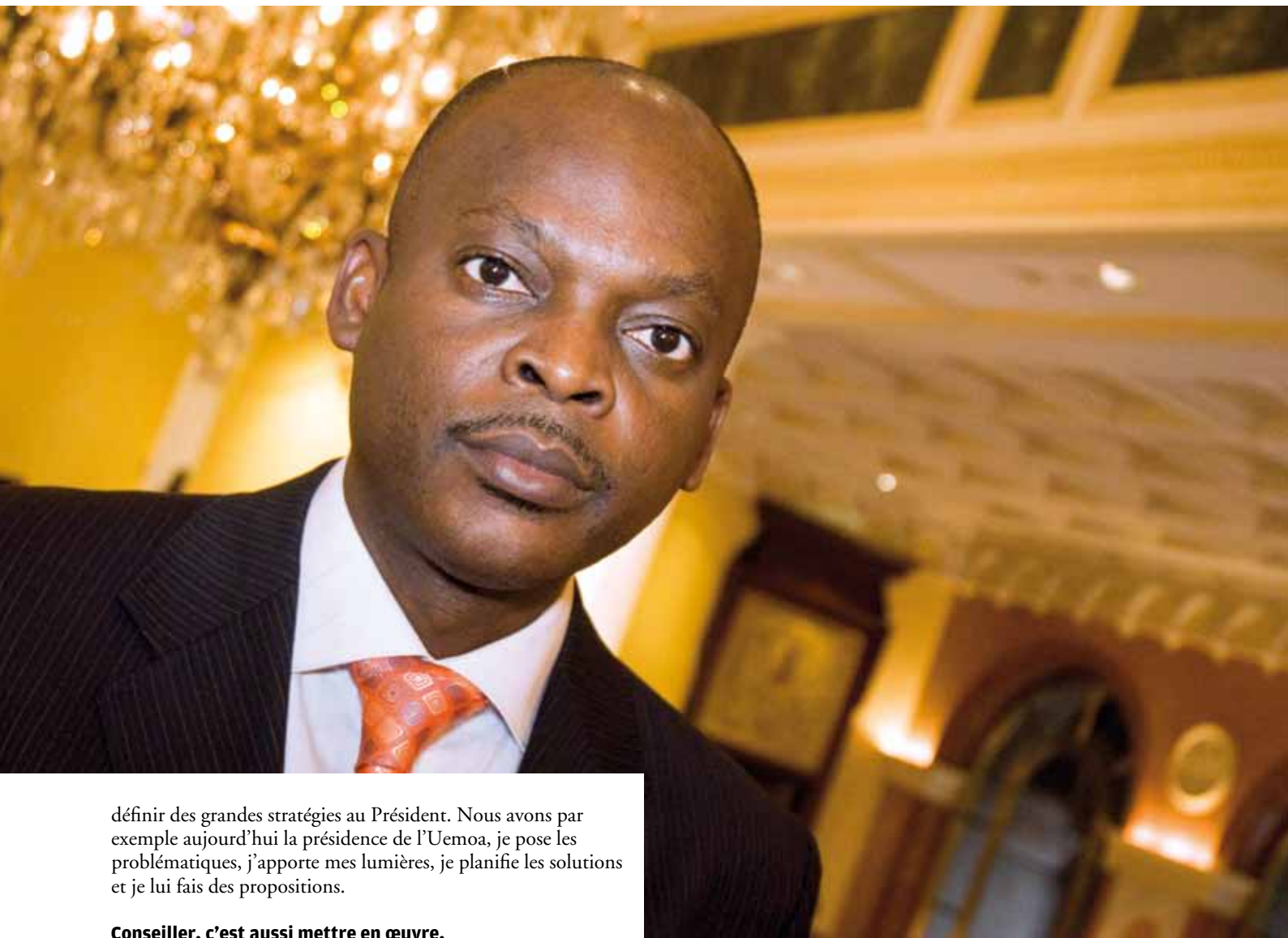
Pendant le premier mandat, la population ne semblait pas voir le fruit de ces réformes. Aujourd'hui, c'est une réalité concrète. Il suffit de venir à Lomé pour se rendre compte que la capitale est en chantier et que le Togo se modernise.

En fait, les critères de convergence demandés pour la démocratisation du régime ont été des éléments positifs pour ouvrir le jeu politique.

Pas seulement des éléments positifs, mais aussi des éléments indispensables pour notre pays. Ces éléments ont été en partie demandés et conseillés par nos partenaires. De l'autre côté, le président Faure, en démocrate convaincu, sait qu'au XXI^e siècle, il ne peut pas gouverner comme ses prédécesseurs. Le Togo a radicalement changé. Nous sommes dans la mondialisation, à l'heure des nouvelles technologies de la communication et de l'information, et Faure a su y répondre pour le Togo.

Quelle est la marge de manœuvre pour un conseiller comme vous ?

Il ne faut pas perdre de vue que je ne suis qu'un conseiller. En tant que tel, j'apporte des conseils, mais c'est le Président qui décide. Mon travail consiste à l'informer sur les réalités sous-régionales, régionales et mondiales. Il y a toujours des enjeux mondiaux auquel le Togo est confronté. Je pense que la diplomatie togolaise peut aider à résoudre les problèmes, au moins sur le plan africain ; ce qui fait que j'essaie toujours de



définir des grandes stratégies au Président. Nous avons par exemple aujourd'hui la présidence de l'Uemoa, je pose les problématiques, j'apporte mes lumières, je planifie les solutions et je lui fais des propositions.

Conseiller, c'est aussi mettre en œuvre.

Comment alliez-vous la réflexion à l'action ?

La chance est que la réflexion côtoie la pratique. Je fais des propositions très concrètes au Président, mais c'est à lui de voir à quel moment il agit. Le Togo est, par exemple, en train de se positionner pour entrer comme membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies en 2012/2013. Nous étions en compétition avec certains pays ouest-africains tel le Nigeria ou le Libéria, mais c'est finalement le Togo qui a été choisi au sein des pays de la Cédéao. C'est un succès de la diplomatie togolaise. Nous sommes en train de travailler pour que le Togo soit à la hauteur de ce poste.

Quelle est la singularité de la politique togolaise dans un environnement tel que celui de l'Afrique de l'Ouest ?

La singularité de la politique togolaise est liée à la fois à la jeunesse du Président, à son dynamisme, à sa clairvoyance et à son sens aigu du travail bien fait. Il est arrivé au pouvoir à un moment où la plupart de ceux

qui l'entourent en Afrique ont déjà beaucoup d'années d'exercice. Cette jeunesse lui a permis de mener le pays sur la voie démocratique... Le Togo a connu son « printemps démocratique ». Le président Faure est certes jeune par rapport à ses homologues, mais aussi très compétent. Il a en effet étudié à Paris (Université Paris-Dauphine), mais aussi aux États-Unis à la George Washington University. Par cette formation francophone et anglo-saxonne, il a compris qu'il ne peut qu'engager le Togo sur la voie de la modernité. Cette formation est en train de l'aider à réussir cette mission.

Pour quelles raisons le Togo n'a-t-il pas joué un rôle plus important dans la crise ivoirienne ? De ce point de vue, y a-t-il une faillite des dirigeants africains ?

Je peux vous affirmer que le Togo a joué le rôle qui est le sien dans la résolution de la crise ivoirienne. Mais, cette crise qui semble simple est beaucoup plus complexe qu'on

ne le pense. L'Uemoa, la Cédéao, et l'Union africaine ont, à leur manière, tenté de résoudre cette crise. Mais le grand problème qui s'était posé parmi les dirigeants africains, c'était l'intervention d'une force armée de la Cédéao (Ecomog) pour déloger Laurent Gbagbo. Finalement la France y a contribué dans le cadre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Côte d'Ivoire. Je regrette que ce soit la France, l'ex-puissance coloniale, qui l'ait fait à la place des Africains eux-mêmes. J'espère que certains de nos dirigeants tireront les leçons de cette crise pour ne pas être taxés d'incapacité à résoudre leurs problèmes.

Comment expliquez-vous ce hiatus entre la conscience du problème ivoirien et la nécessité de résoudre le conflit ?

Il ne faut pas oublier que dans cette sous-région africaine, il y a beaucoup de Présidents (et c'est la réalité africaine) qui ont des amitiés personnelles avec l'ex-président Laurent Gbagbo. D'autant que certains partagent aussi ses points de vue. Ce constat fait qu'ils n'ont peut-être pas eu le courage de lui dire certaines vérités... loin de là. D'autres ont dit la vérité au président Gbagbo, qui est d'accepter sa défaite et de permettre à Ouattara d'être investi. La complexité de la situation ivoirienne fait que, malheureusement, la tournure des événements a pris le chemin que nous connaissons. Peu importe, Ouattara est président et c'est à lui que revient la tâche de réconcilier son pays.

L'adage dit que « celui qui ne tire pas les leçons de ses erreurs sera condamné à les répéter ». Pourquoi, selon vous, l'Afrique refuse-t-elle d'appliquer cette devise ?

Je vais même plus loin. Il faudrait que nous ayons d'abord le leadership sur le continent. Et que ce leadership soit clairvoyant. Sans leadership et sans clairvoyance, que peuvent faire les Africains ? Vous savez ce qui se passe lorsque certains dirigeants pilotent à vue leur pays ? Voyez ce que la Côte d'Ivoire est devenue. Il faut voir ce que certains font des richesses du continent. Quand quelqu'un arrive au pouvoir, en quelque temps il devient milliardaire en euros ou en dollars. Ce n'est pas possible ! Cela veut dire qu'il y a un problème de gouvernance. Le problème vient d'abord de « l'homme africain ». Il pense qu'être au pouvoir revient d'abord à se servir. L'objet de la politique est d'abord moi-même, puis ma famille, mon clan, ma tribu... le peuple vient seulement ensuite. C'est là que se pose le problème. L'« homme africain » considère qu'un président est un chef. Il ne semble pas comprendre qu'il doit rendre des comptes parce qu'il gouverne. Alors que la démocratie occidentale nous dit que tu es d'abord élu par le peuple et que tu as ensuite des comptes à rendre à ce peuple. Pour l'homme africain, si tu es au pouvoir, c'est que c'est Dieu qui l'a voulu et c'est seulement Dieu qui t'en fera partir.

Pensez-vous que les révolutions du monde arabe puissent avoir des conséquences positives en Afrique ?

En Afrique noire, certains pays ont déjà connu ce « printemps arabe ». En 1990 par exemple, nous avons vu plusieurs régimes tomber. Les peuples s'étaient révoltés sous la pression populaire (Mali, Bénin, Centrafrique, Congo...). Donc certains pays sont déjà en train de construire un État de droit. Nous avons un exemple merveilleux qui est le Ghana. Il y a plusieurs alternances aujourd'hui, mais il y a encore des pays qui ne sont pas sortis de régimes autoritaires, dictatoriaux, voire tyranniques.

Qu'est-ce qui vous permet d'avoir cette liberté de ton alors que vous êtes dans un cabinet présidentiel où vous devriez normalement observer un devoir de réserve ?

Oui, j'ai un devoir de réserve. Si je me permets cette liberté de ton, c'est un signe que le président Faure est ouvert. Il est en train de transformer le Togo. Il accepte la réflexion, encourage la liberté de pensée, de réflexion et permet qu'au Togo, et dans son propre cabinet, ses collaborateurs puissent contribuer au débat d'idées afin de permettre la modernisation de la vie politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Quand quelqu'un arrive au pouvoir, il devient milliardaire en euros ou en dollars. Cela veut dire qu'il y a un problème de gouvernance. [...] Le problème vient d'abord de « l'homme africain ». Il pense qu'être au pouvoir revient d'abord à se servir.

Vous êtes un religieux, un intellectuel, et un homme d'action politique. Comment gérez-vous ces aspects contradictoires ?

Non, je ne suis pas un religieux. Je le fus mais je suis un laïc engagé dans la construction d'une Afrique nouvelle, précisément pour mon pays, en travaillant aux côtés d'un homme d'État. Je ne crois pas que ces différents statuts se contredisent. C'est d'ailleurs une opportunité d'allier la pratique à la théorie. À mon sens, il faut pour réussir une telle mission : la tempérance, la tolérance, le discernement, la simplicité et la foi en ce qui ce que l'on fait.

À quoi tiennent les négociations liées aux conflits ?

C'est la foi et la volonté. Elles ne résolvent pas tout, mais permettent de garder espoir. J'ai fait l'expérience de la médiation entre le général Robert Gueï, le président Henri Konan Bédié et le Président Laurent Gbagbo. Je vous affirme que ce ne fut pas facile.

Quelle est l'ambition togolaise pour l'Uemoa ?

Aujourd'hui, le premier souci du président Faure est bien sûr la paix en Côte d'Ivoire et l'intensification de l'intégration dans l'espace Uemoa. Le Togo veut faire de l'Uemoa un espace politique plus démocratique et un espace économique plus ouvert aux investissements. ■